

BULLETIN

DE L'UNION REPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

12 NUMEROS \$1.

BUREAUX : 135, WOOSTER STREET, NEW-YORK.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

12 NUMEROS \$1.

LE 24 FEVRIER.

L'Union Républicaine de langue française a décidé qu'un appel serait fait à tous les républicains de New-York et des environs, pour venir assister à notre banquet, qui aura lieu le mercredi 23 février, à huit heures du soir, à l'Union Assembly Rooms, au coin de Grand et d'Elisabeth street.

Citoyens,

Nous sommes encore une fois arrivés dans un moment où il faut que tous les républicains profitent d'une occasion pour protester contre les insultes lancées à notre parti, par une presse vendue, et aussi pour affirmer que nos principes ont ici une légion de défenseurs. L'insulte à tant la ligne, la colonie souvient le message presque toujours; voilà les armes dont on se sert partout contre les hommes dévoués aux intérêts populaires.

Pourquoi voyons-nous ce redoublement de fureur, depuis quelque temps, dans les journaux et les discours des réactionnaires ?

Tant qu'il s'est agi de demander des changements politiques, de remplacer le gouvernement entièrement personnel par le trois quart personnel,

De changer la couleur du pantalon, par un changement de ministère, pourvu qu'il fût de la même étoffe, on nous laissait à peu près libres de demander ces soi-disant réformes.

Mais voilà que notre parti s'avise de réclamer tout ce qui découle ou plutôt ce qui devrait découler des dernières élections.

La Liberté sous toutes ses formes.
Oh! alors, haro sur ces maudits!

Toutes les armes sont bonnes pour les tuer.
Que Pierre Bonaparte tue Victor Noir, n'ayant pas sous la main Rochefort, vite il y a des juges tout prêts pour frapper le journaliste, et, ce qui est encore pire, on trouve des journaux publiés dans un pays libre, jouissant du droit le plus grand, celui de tout pouvoir dire, qui en abusent au point d'injurier leur confrère.

Pourquoi !
Parce que, manquant de courage civique, ils sont fâchés d'en voir chez les autres;

Parce que, manquant d'honnêteté, ils prennent tous les autres pour des voleurs;

Enfin, parce que, n'ayant pas de convictions politiques, et que changeant au gré du vent comme des girouettes, ils clapotent dans la boue pour éclabousser ceux qui ne reculent pas devant les devoirs que leur imposent leurs convictions.

C'est que la question est posée; elle va se résoudre.

C'est la chute du privilège, par conséquent la suppression du râtelier de ces ânes, où ils s'engraissent des fruits de nos labours.

Voilà ce qui les fait braire.
Hommes du progrès,
Défenseurs du droit,

Vous tous qui avez pour principe la justice,
Un devoir vous incombe aujourd'hui, c'est celui de vous réunir en masse pour protester contre toutes ces turpitudes.

L'anniversaire de la révolution de février est une occasion pour redire encore une fois à ces hommes du passé:

La République des peuples peut seule résoudre les problèmes qui sont à l'ordre du jour;

Parce qu'elle donne tout à la fois, et la liberté de discussion pour les étudier, et qu'elle possède ce grand principe qui doit gouverner le monde :

Justice pour tous.
Oui, just ice pour tous, voilà le critérium de toutes les réformes.

Plus de tribunaux exceptionnels;
Plus de haute cour pour les grands;
Plus de loi de sûreté générale contre les petits.

Égalité pour tous sans distinction de naissance, de race ou de couleur.

Voilà, citoyens, ce que nous vous demandons de venir affirmer avec nous, le 23 février, jour où nous fêtons l'anniversaire de la Révolution qui a posé ce grand problème :

Faire disparaître la misère et l'ignorance du monde; faire comme a dit un grand révolutionnaire :

Que les sciences soient les échelles qui conduisent l'humanité à la conquête des cieux."

Amis,
Tous les hommes ennemis de la révolution, qui ont pour devise chacun pour soi, l'intérêt personnel avant tout : les légitimistes, les orléanistes, les bonapartistes, les républicains de la République, ont formé une nouvelle alliance contre tous les hommes qui croient et veulent le progrès.

Réunissons-nous tous pour leur répondre ces mots :
Trouvez un point d'appui pour immobiliser la terre et alors vous brèverez le progrès.
Pygmées, vous êtes trop petits.

L'Union Républicaine de langue française, sections réunies de New-York en assemblée générale, le dimanche 9 janvier, ayant donné la charge d'organiser, au mieux de ses intérêts, le banquet commémoratif de la révolution de février 1848, à un comité de cinq membres. Ils ont accepté à l'unanimité les résolutions suivantes :

1. Le banquet aura lieu le 23 février dans la magnifique salle de l'Union Assembly Rooms, au coin d'Elisabeth et de Grand Street.
2. Ce banquet sera donné au bénéfice de la caisse du Bulletin.
3. Le prix en est fixé à \$1, 00 par tête, vin non compris.
4. Le prix du vin est fixé à 50 cents la bouteille.
5. Le service sera fait par les membres du comité, aidés des membres de bonne volonté qui se sont offerts à cet effet.
6. Des cartes d'admissions seront vendues par les citoyens dont les noms suivent :

- Baron, 23, Wooster Street.
- Constant, 68, Grand Street.
- Debuchy, 33, Wooster Street.
- Flauraud, 26, 4me rue.
- atour, 43, E. 13me rue.
- Pelletier, 135, Wooster Street.
- L. Miège, 465, Broome.
- Lahiaux, à Newark.
- Mercier, à Paterson.
- F. Bertrand, 132 Hudson St., à Hoboken.

7. Toutes les cartes porteront la signature du président du comité, le citoyen Debuchy.

8. Un menu imprimé sera délivré à chaque souscripteur.

9. L'ouverture des salles d'attente se fera à 7 heures du soir et le banquet commencera à 8 heures précises.

Le choix de la salle a été fait dans le but de donner à tous, et particulièrement aux dames, tout le confort possible. En effet, deux salons élégants sont à leur disposition.

Nous espérons que tous les citoyens auront le soin de prendre leurs cartes d'entrée le plus tôt possible, car chacun doit se souvenir qu'il est nécessaire que le comité sache d'avance quels sont les frais qu'il a à faire pour satisfaire tout le monde et faire passer une soirée agréable aux amis du progrès.

A dater du dimanche 30 janvier les souscriptions seront reçues aux adresses indiquées plus haut.

Par ordre du comité.

Le Président,
D. DEBUCHY.

A nos Correspondants.

Nous avons reçu plusieurs articles que nous regrettons de ne pouvoir publier. Notre Bulletin est l'organe de l'Union républicaine de langue française; comme tel, il ne peut ouvrir ses colonnes qu'aux tra-

voux des diverses sections de cette société. Nos amis sont donc priés de communiquer d'abord leurs travaux à la section dont ils font partie. Si, dans la localité où ils se trouvent, il n'existe pas encore de section constituée, c'est à eux d'en former une. Presque partout, on peut trouver cinq ou six républicains parlant le français, si ce n'est davantage, et cela suffit, à la rigueur, pour constituer une section.

Notre Bulletin ne disposant que d'un espace restreint, nous prions nos correspondants de résumer leurs discours le plus possible. Le comité de rédaction se réserve, d'ailleurs, le droit de réduire, si besoin est, les communications des sections qui seraient trop étendues pour être publiées en entier dans le journal. Nos amis de St. Louis pourraient aussi constituer, comme nous, un comité de rédaction, pour examiner les travaux de leur section et de celles en correspondance avec eux.

Notre Bulletin est l'organe de l'Union républicaine toute entière; mais, jusqu'ici, les deux sections de New-York ont contribué presque seules à sa rédaction. Nous espérons que nos amis de l'intérieur se prépareront bientôt à nous seconder dans cette tâche.

Une section de l'Union républicaine de langue française s'est formée à Carondelet (Missouri); elle a été nommée dans sa séance du 23 janvier les citoyens :

- Didier père, président;
- Dorcy, 1er vice-président;
- Babin, 2e " "
- Lehoux, sec. correspondant;
- Didier fils, secrétaire;
- Félix, commissaire.

La section se réunira le deuxième dimanche de chaque mois.

Un Procès Verbal de la première Section

Après les présentations et réceptions de plusieurs citoyens qui avaient demandé à faire partie de la première section de l'Union Républicaine, on passe à la discussion de l'organisation des travailleurs qui est à l'ordre du jour.

Un membre prend la parole et dit :

Les ouvriers sont obligés pour produire de passer par les mains des capitalistes, et ils s'en plaignent; mais pourquoi dépendent-ils ainsi de ceux qui les occupent ? Parce qu'ils n'ont encore su ni s'organiser, ni réunir leurs efforts et leurs ressources pour s'en affranchir. — Ils revendiquent leur part entière dans la distribution des richesses qu'ils ont créées; c'est de droit et de toute justice; mais ils la réclament mal; et ne font rien, non pour l'obtenir, mais pour la conserver par d'autres eux.

Puisque les patrons se réunissent pour se concerter et s'entendre en ce qui concerne leurs intérêts communs, pourquoi les ouvriers ne se réunissent-ils pas aussi pour s'entendre sur les moyens d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et de faire disparaître l'incertitude de leur lendemain.

Il ne serait peut-être pas aussi difficile qu'on le suppose, de créer un centre où, usant d'un crédit mutuel, chaque travailleur produirait en toute liberté, la richesse, et ne se verrait pas enlever par les parasites les fruits de son travail, la rétribution de ses services.

Un autre membre ajoute : ce que vient de dire le préopinant est parfaitement faisable et même aisé, et cela a été fait de la façon suivante.

Il y a environ cinq ans, à Paris, quelques ouvriers victimes des mêmes abus, firent les mêmes réflexions et se posèrent les mêmes questions. — Nous avons fait des grèves, dirent-ils, pour faire augmenter nos salaires et améliorer un peu notre position, cela a réussi une fois sur dix; et encore, quand toutes les coopérations ont eu fait grâce les uns à la file des autres, il s'en est suivi que rien n'a été résolu, et que les épargnes que possédait chaque société à part ont été englouies pour réparer les désastres du chômage.

Les ouvriers les plus énergiques ont été emprisonnés, insultés, méconnus, calomniés; il a fallu pren-

dre soin de leurs familles, qui ont souffert et manqué souvent de tout, puis lorsque nous avons triomphé et qu'on a eu accordé vingt pour cent d'augmentation sur nos salaires, on nous a repris d'un autre côté 30 et 40 pour cent sur les objets de notre consommation : si bien que nous avions énormément souffert pour être pis qu'aparavant.

Con venant alors que déclarer la guerre au patronat par la grève, est un moyen tout au plus bon à employer une fois sur cent, mais toujours plus funeste au producteur pauvre qu'au capitaliste qui, après tout, peut attendre, ils décidèrent, sur la proposition de l'un d'eux, de devenir leurs propres capitalistes et leurs propres consommateurs en s'assurant du crédit et des débouchés les uns et les autres.

Ils fondèrent une caisse nouvelle, non plus pour la grève, mais pour acheter et vendre leurs produits entre eux, chaque membre s'imposant un versement mensuel de 5 francs; on fit appel à tous ceux qui voulaient secourir l'idée, dès le premier mois on recueillit 500 francs, et aussitôt que la caisse fut assez pleine pour acheter les provisions qui étaient quotidiennement consommées par le plus grand nombre des membres, on commença à opérer. Chaque sociétaire obtenait de cette façon les objets de meilleure qualité et à un prix extrêmement réduit, et la première société de coopération à Paris fut fondée. Depuis il s'en est fondé un grand nombre, qui presque toutes prospèrent. Je ne vois donc pas pourquoi, on ne se préparerait pas à en faire autant ici.

Un troisième membre se lève et dit. Je ne fais aucune opposition à ce que viennent de demander les deux membres qui ont parlé avant moi. Qu'on essaie de faire quelque chose; et j'en suis. Mais je crois devoir signaler un fait, c'est qu'en s'arrêtant à la société coopérative, soit de consommation soit de production, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à ce jour, on ne résout pas la question du prolétariat. Il faut donc l'élargir, sans cela les sociétés coopératives seront plus funestes qu'utiles, elles créeront une classe de plus dans la société, celle des demi-bourgeois; et comme les salaires tenent toujours à se proportionner avec les dépenses du travailleur, je crains que si l'on paye les aliments moins chers, parce que les travailleurs se seront faits eux-mêmes épiciers et boulangers, je crains, dis-je, que ceux qui les occupent ne profitent de ce bon marché pour diminuer leurs salaires.

Selon moi les sociétés de coopération font fausse route et ne doivent pas être encouragées par nous, aussi longtemps qu'elles n'auront pas renoncé à prendre des salaires, dont elle profitent du travail et qui ne participent en rien aux bénéfices de l'entreprise.

Un quatrième membre répond : En effet, en voyant que les Rochdaliens n'ont travaillé jusqu'ici que pour eux seuls, et que les travailleurs qui n'étaient pas des leurs n'y ont trouvé aucun avantage, on a pu croire que la coopération créait un nouvel isolement d'intérêt entre tous les producteurs, et lui reprocher de ne pas résoudre le problème du prolétariat; mais on aurait tort d'oublier que la coopération est encore au berceau; qu'elle est obligée pour réussir de songer beaucoup à elle, de se surveiller, et qu'elle n'a pas dit son dernier mot.

Déjà beaucoup de ses membres ont signalé ce manque de solidarité et cherchent le moyen d'y porter remède.

Il est un fait bien démontré aujourd'hui, c'est qu'aussi longtemps qu'on n'aura pas renversé les rapports du travail et du capital, de telle sorte que le travail commande au lieu d'obéir, nous ne devons attendre aucun changement sérieux dans le régime économique qui nous gouverne.

Mais ce régime peut se modifier demain, si les sociétés coopératives de consommation et de production s'unissent, organisent et disciplinent leurs marchés, car du même coup le crédit mutuel sera créé; l'homme sera producteur et consommateur en même temps, et la circulation des valeurs sera substituée au commerce des choses.

Parler de crédit mutuel et de la circulation des valeurs, après avoir affirmé, comme le fit Proudhon en 1849, que les hommes n'ont le droit de vendre et d'acheter que la valeur donnée par leur travail aux objets et non le substratum des objets, devrait être inutile à l'élucidation du problème de l'organisation des travailleurs; cependant rien n'est plus nécessaire, car il en est de ces choses comme de beaucoup d'autres, on n'est jamais aussi clair quand on les explique que lorsqu'on en montre l'application par des faits, et jusqu'à ce jour il a été malheureusement impossible d'en montrer le mécanisme par des faits, puisque cela n'a pu encore être établi.

Un cinquième membre fait remarquer que si le

crédit devient mutuel, il devient gratuit, mais que sa mutualité et sa gratuité ne peuvent se concilier avec l'ordre de choses actuel.

L'homme, dit-il, travaille, échange, vend, achète pour bénéficier, or qu'il procure à un homme du crédit ou à un autre objet, il lui rend un service, or comme tout service est personnel, quand la réciprocité n'est pas le fond même des institutions sociales, il doit être rétribué, il serait chimérique et même injuste d'exiger le crédit de quelqu'un sans l'en récompenser.

La gratuité du crédit ne peut donc rien avoir à faire avec ce qui se passe sous nos yeux dans les transactions sociales; quand on en demande l'application, c'est qu'on suppose un milieu social différent, une société basée sur l'égalité de condition, où ce n'est plus un homme qui, à ses risques et périls, donne crédit à un autre homme, mais la société qui l'offre et le demande en même temps, en procurant au travailleur, les instruments de travail et la matière à façonner dont il est responsable, et qui, en retour, lui fait l'avance de son travail; car il faut bien remarquer que le travailleur ne peut-être rétribué de ses efforts que lorsqu'ils ont été conformes à ce qu'il s'est engagé de faire et que son travail a été accompli et accepté.

Cette explication suffit aussi pour faire comprendre que la production ne se fait plus dans les ateliers et au compte des particuliers qui salarient des employés, mais dans des centres sociaux où chacun peut se classer dans les fonctions industrielles qui conviennent à ses aptitudes et où, quand vient la distribution de la richesse, chacun y prend part au prorata de la valeur mathématiquement déterminée des travaux qu'il a faits, des services qu'il a rendus.

Il est dix heures et demie, et la séance est levée.

1ère SECTION

A propos des journaux de New-York qui toujours insultent les Républicains de France, un membre s'exprime ainsi :

Les journalistes américains de New-York ne devraient jamais parler, ni en bien ni en mal, de la Révolution française; car ils ne la connaissent pas et s'ils en ont lu l'histoire, ils ne l'ont pas comprise ou l'ont complètement oubliée.

Pour eux, cette lutte héroïque d'un peuple qui revendique ses droits, ne signifie rien. Cela se comprend. Ils n'ont pas été obligés de recouvrer les leurs, après les avoir perdus; et si ce malheur leur arrivait, ils en seraient certainement incapables, à en juger du moins par l'éloge qu'ils font tous les jours du despotisme.

Pour eux, les hommes de la Révolution française, si remarquables à tous les points de vue, ne sont ni des orateurs, ni des philosophes, ni des législateurs, ni des justiciers du peuple, mais des furieux allant à répandre le sang pour le seul plaisir d'en contempler la rouge couleur.

A l'exception de Messieurs Dana, Godwin, Duganne et quelques autres écrivains distingués qui aiment réellement la justice, qui défendent les intérêts des travailleurs et tiennent compte de la dignité du peuple, on dirait que tous les autres viennent de la lune, d'où ils n'ont jamais vu la France différemment que par le gros bout du télescope.

Ainsi Marat, ce savant publiciste, ce citoyen désintéressé, ce médecin si dévoué aux pauvres, n'est à leurs yeux qu'une âme cruelle et sordide; Robespierre, qui préférait mourir plutôt que de violer le droit, qu'un vulgaire ambitieux; Danton et les conventionnels qui défendirent la France contre l'Europe, organisèrent quatorze armées et donnèrent la liberté à l'Europe, que des tigres; nos contemporains qui ont montré du talent, de l'énergie, du courage, du dévouement, que des fous et des méchants.

Napoléon seul, parce qu'il tient le sac et peut payer des articles à effet, pour faire oublier ses crimes, et pallier ceux de sa famille, est un grand homme.

Avec un tel manque de sens moral chez ces malheureux ignorants, chargés pourtant de l'éclairer et de la guider dans sa marche assommoir, où voulez-vous qu'une nation aboutisse, si ce n'est à la honte, à la corruption! Avec une pareille éducation quotidienne, que voulez-vous qu'un pays devienne, si ce n'est une immense boutique peuplée de Carthaginois, ou fonctions, réputation, justice, faveurs et pardons, tout enfin s'achète avec des dollars!

Voilà, en effet, le vivier fangeux dans lequel ces journalistes, par leur respect pour tout ce qui est méprisable et leur dédain pour tout ce qui doit être relevé, glorifié, ont précipité cette nation jeune et puissante; cette nation, qui, après la Confédération

Suisse, a les plus belles institutions politiques.

La corruption s'y est naturalisée à un tel point qu'aujourd'hui ses hommes les plus honnêtes et les plus haut placés dans l'administration gouvernementale sont effrayés de l'impossibilité d'y porter remède.

Et, en effet, comment y remédier quand tous les jours la presse répète à ses lecteurs que le succès est tout, que les hommes dévoués aux intérêts des classes ouvrières, sont ou des imbéciles ou des gens de haine et de désordre qui ne représentent que la canaille, tandis que ceux qui les dépouillent; les volent et les asservissent sont gens d'honneur.

La logique est plus forte que les barbouilleurs de papier, et le mépris qu'ils ont déversé chaque jour sur les hommes intègres a dû porter ses fruits. Aussi comme ils doivent être fiers, s'ils sont logiques, de l'opinion que les citoyens ont de leurs principaux personnages.

« Les politiciens d'Amérique, disent avec joie les monarchistes d'Europe, sont tous des coquins, à un degré plus ou moins élevé de l'échelle. Les journalistes et sont toujours à vendre, et les fonctionnaires publics toujours prêts à être achetés.—Personne n'en peut douter, puisqu'ils l'avouent en se dénonçant eux-mêmes. Lorsqu'un des deux partis succombe dans cette belle république de bourgeois démocrates, le premier soin de parti triomphant est de démontrer à ses électeurs imbéciles, afin de les conserver, que le parti vaincu n'était composé que d'un tas de fripons, dignes tout au plus de la corde; mais comme entre voleurs on se doit des égards, si l'on n'a pu être maltraité plus tard, lorsque son tour de tomber arrivera, les vainqueurs ne dénoncent les vaincus que pour rire, et pour dire en même temps à leurs électeurs: Vous voyez, mes très chers amis, que voler est d'habitude traditionnelle, et que si ce bonheur m'arrive, vous ne devez pas le trouver trop mauvais. J'aurai fait *my business* et rien de plus que ce que tous mes autres confrères ont fait impunément avant moi.»

N'est-ce pas que l'œuvre de tous ces folliculaires est profitable au peuple et fait honneur aux Etats-Unis?

Et croira-t-on, après cela, que si le peuple américain avait, au lieu de toute cette canaille asservissante, des Marat pour attaquer les fripons et dénoncer au peuple leurs forfaits, des Danton pour les déferer à la justice, des Maillard pour juger de leurs faits et gestes, des Robespierre pour les punir lorsqu'ils auraient été reconnus coupables, croira-t-on, dis-je, qu'en parlant des Etats-Unis, les journaux monarchiques d'Europe, renseignés par leurs consuls, diraient qu'ils n'ont pour fonctionnaires que des fripons et pour journalistes que des vacariens!—Non, certes, ils marcheraient en tête de la civilisation, et l'on ne se moquerait pas aux Tuileries de ses libérateurs mal élevés, et à St. James de ses redoutables, qu'on peut faire évanouir pour un écu.

Voilà depuis quinze ans les résultats de l'œuvre de la Presse de New-York, voilà le service qu'elle a rendu à sa patrie. Ses écrivains se sont déshonorés, ils ont avili leur plume en la faisant l'humble servante de l'aristocratie de capital. Ils en sont devenus eux-mêmes les victimes, de cette aristocratie, les imbéciles; car aujourd'hui ils le sont plus que des manœuvres noircissant du papier pour manger, et élever leurs petits, des salariés forcés, s'ils ne veulent pas jeûner, d'obéir à des capitalistes qui les commandent, les paient et les méprisent.

La Presse, ce rempart de l'honneur, cet asile sacré de la conscience et de la loyauté, est devenue, par leur faute et par leur immoralité, un lupanard plumeux, où l'injure et le mensonge s'escomptent à tant la ligne.

Par absence de dignité, ils ont fait du journalisme une entreprise de chantage, où leurs patrons n'étant plus que des capitalistes, ont récolté des millions avec lesquels ils ont monopolisé les nouvelles et les moyens directs d'influencer l'opinion publique, comme leurs confrères en capitalisme avaient déjà monopolisé le crédit, la production et l'échange.

Aujourd'hui, les propriétaires de journaux peuvent impunément, si c'est leur intérêt de le faire, tromper, mentir, accuser, dénoncer, dénaturer les faits, faire du tort aux particuliers, les ruiner même, sans que le peuple, qui se croit souverain, puisse l'empêcher. Chaque citoyen est aussi bien à la merci de ceux qui lui façonnent l'entendement — qu'à la merci de ceux qui l'occupent et le salarient. Quand donc le peuple américain comprendra-t-il qu'il n'y a de souverain que celui qui est libre de dire et de faire, selon

ses aptitudes physiques et morales, ce qu'un autre peut dire et faire aussi ? Il serait grand temps qu'il y réfléchît, s'il ne veut pas voir avant quelques années le paupérisme et la prostitution dévorer ses enfants.

Pour remédier à cela, y a-t-il quelque chose à faire ? Oui ! Selon moi, et c'est un moyen entre dix, il faut qu'à l'avenir les travailleurs forment des réunions et qu'ils choisissent parmi les plus honnêtes d'entre eux les citoyens appelés à remplir les fonctions publiques de la société. Il faut qu'ils aient des journaux à eux, dirigés par eux seuls, qui publient le résumé fidèle, autant que possible, de ce qui a été fait et décidé dans leurs réunions relativement à leur émancipation. Il faut que tout en respectant les personnes et en rendant justice à qui le mérite, ils attaquent sans ménagements tout ce qui leur paraît injuste, abusif et défectueux, ils fassent connaître leurs besoins journaliers, servent leurs intérêts, défendent leur souveraineté individuelle et collective, réclament leurs droits aux instruments de travail et à la distribution de la richesse produite, en raison de leurs services rendus ; si non, avant dix ans, ils regretteront qu'il n'y ait plus d'Iroquois pour aller vivre libres au milieu d'eux.

Comme la plupart des peuples qui ont colonisé de nouveaux pays, le peuple américain d'abord a été dans l'aisance ; puis, après l'aisance, la gêne est venue. Aujourd'hui déjà, la pauvreté le talonne ; demain, s'il n'y prend garde, la misère le harrera ; elle le parcourra. Sur mille de ses enfants, cent seront des millionnaires, des riches, et neuf cents des mesurés de faim.

Trop heureux alors si ces mesurés de faim ne sont pas assez bêtes pour admirer les somptueux palais de leurs employeurs, et expliquer à leurs jeunes enfants qu'ils sont le signe le plus éclatant de la prospérité de leur nation.

Voilà la perspective. A bon entendeur, salut !

La Bourgeoisie.

Ire SECTION.

Il s'est formé aux États-Unis une aristocratie mercantile et financière qui, possédant la fortune, ambitionne des titres, des honneurs, des dignités. Elle armoie ses voitures, elle galonne ses laquais, bien plus, elle se fait faire des culottes pour aller danser à Compiegne, et ramper devant l'homme des Tuileries. Sous l'influence corruptrice de cette aristocratie, tout sentiment de dignité disparaît et l'on finit par n'attacher de considération qu'à la fortune. On ne demande plus d'un homme : A-t-il des talents, des connaissances, de la loyauté, du cœur ? On ne demande qu'une chose : Combien vaut-il ?

Quand on passe sa vie à duper et à frauder, à spéculer sur la misère comme sur le vice, à acheter les consciences comme on achète le sucre et le coton ; quand on se dit : Si je n'agis pas ainsi, d'autres le feront ; je ne puis pourtant me ruiner pour rester honnête ; quand on étouffe tout sentiment généreux pour ne laisser place qu'aux instincts égoïstes, on est prêt à commettre toutes les bassesses, à applaudir toutes les infamies. Voilà la bourgeoisie, en Amérique comme en Europe.

Certes, elle ne fut pas toujours ainsi. Mais où sont-ils, ces bourgeois flamands qui faisaient essuyer à la chevalerie française de si sanglantes défaites ? Où sont-ils, ces bourgeois de Paris qui, sous Etienne Marcel, avaient délivré la France, si la liberté avait été possible alors ? Où sont-ils, ces bourgeois philosophes du XVIIIe siècle qui répandaient dans le monde les grands principes de liberté, de justice et de droit ? Où sont-ils, ces bourgeois de 1789 qui proclamèrent la liberté, et jetèrent en défi aux rois coalisés la tête de Louis XVI ? Hélas !

Où sont les neiges d'autan !

Les bourgeois d' alors, leur fortune les exposait à toutes les persécutions ; le danger en fit des héros ; le succès a fait, de leur fils, des repus.

Jadis les milices bourgeoises sauvaient la France, livrée aux Anglais par les défaites et les trahisons de la noblesse, jadis les bourgeois américains triomphaient, sous Washington de l'aristocratie Anglaise ; jadis les bourgeois français s'engageaient, en chantant la *Marseillaise*, dans ces armées de va-nu-pieds qui ont fait trembler l'Europe ; mais aujourd'hui ? En France comme en Amérique, quand la patrie est en danger, le bourgeois se fait remplacer.

Ne nous étonnons donc pas, citoyens, si la bourgeoisie américaine fait chorus avec celle d'Europe pour déverser l'injure sur tous les soutiens du peuple et de ses droits. Elle sent instinctivement, cette bourgeoisie, que le triomphe de la démocratie en Europe

sonnerait le glas funèbre de tous les tripotages de bourse, de toutes les spéculations véreuses, de toutes les exploitations éhontées qui l'ont enrichie ; elle sent que ce triomphe réveillerait dans le cœur du travailleur américain les sentiments de justice et de vérité qui y dorment, et qu'il réclamerait, lui aussi, sa place au soleil !

Cependant, hâtons-nous de le dire, nous avons dans nos rangs beaucoup d'hommes bourgeois par leur position, peuple par le cœur. Et puis, il y a le peuple des travailleurs que n'a pu vicier cette fièvre de l'or, cause de tant de convoitises et de tant de bassesses ; car il sait qu'on ne s'enrichit pas en travaillant. Voilà les éléments de l'avenir.

Et cependant, s'ils comprennent, ces bourgeois, qu'ils sont sous le joug d'une aristocratie bureaucratique qui par un coup de bourse, peut jeter la panique sur le marché, et faire pour nous le chômage, pour eux la banqueroute ; s'ils sentaient que dans l'incertitude des affaires, rien ne leur garantit l'avenir, que leurs fils peut-être mendieront demain du travail ou du pain ; ils se montreraient dignes de leurs pères de 76 et de 89.

SECTION DE PATERSON NEW-JERSEY.

La section de Paterson s'étant réunie, le samedi 21 janvier : comme il était question de la lutte entre les peuples et les rois, entre les capitalistes et les travailleurs, un membre parla en ces termes :

Le 21 janvier 1793, la tête de Louis XVI tombait sur l'échafaud.

Les ennemis de la Révolution de 1789, qui, en dépit de tous et de tout, doit régénérer le vieux monde, ne tarissent pas sur le supplice de Louis XVI et sur l'iniquité de ce supplice. Ils ont, en 1814, établi la cérémonie expiatoire dite du Testament de ce roi, cérémonie balayée par la Révolution de juillet 1830, et qui s'est accomplie pour la dernière fois le 21 janvier de cette année.

Voici en quoi consistait cette commémoration.

Ce jour-là toutes les boutiques, tous les magasins, tous les ateliers, toutes les administrations étaient fermés dans toute l'étendue de la France. Toutes les autorités civiles et militaires, judiciaires, administratives et surtout ecclésiastiques, chômaient. Dès le matin le glas funèbre sonnait à toutes les cloches des trente-huit mille communes de la France. Les églises étaient tendues de noir comme pour un deuil national. Toutes les sangues du budget (suez fonctionnaires publics) en grande tenue, crêpe au bras et à l'épée, les drapeaux de l'armée en deuil, assistaient, plus ou moins recueillies, à l'office funèbre et entendaient la lecture du fameux testament dont on dit que les tambours de Saunterie avaient empêché le débit, et le peuple, absent, recevait alors l'injure du pardon posthume de son Roi.

Le but des royalistes et de leur adhérent principal, le clergé, était, en forçant les générations nouvelles à s'humilier et à s'agenouiller, ce jour-là, devant le catafalque vide du roi décapité, de rendre l'avenir solidaire du passé, et de faire pénétrer dans l'esprit timoré et ignorant des masses, la croyance que, ce jour-là, un crime irrémissible avait été commis par leurs pères. Eh bien ! cette solidarité nous l'acceptons ; mais cette croyance nous la repoussons !

Les papiers découverts dans l'armoire de fer, mirent au jour les complots et les intrigues du roi et de la cour contre la révolution, aussi bien que les arrangements pris avec Mirabeau et Bouillé. D'autres papiers établissent le fait que Louis XVI n'était pas demeuré étranger aux mouvements négociés en Europe, en sa faveur. Donc, il était coupable et fut justement condamné. On a dit que la Constitution le couvrait ; qu'il était inviolable. Oui, sans doute, pour tous les actes officiels commis par lui comme chef du pouvoir exécutif et contrésignés par ses ministres responsables ; mais certainement non pour les actes clandestins commis en dehors de ses fonctions ; or, il avait bel et bien conspiré contre la France. Un roi constituant onnel justement jaloux du Parnant de la reine et l'assassinant, un autre Louis XIV trichant notablement au jeu, se targuaient-ils de l'inviolabilité constitutionnelle pour échapper à la responsabilité de ses actions privées ?

Louis XVI était coupable, bien coupable ; ce ne sont pas ses ministres qui pouvaient ou qui devaient répondre de ce qu'il avait fait sans eux, et les Français doivent à sa mémoire autre chose qu'une expiation.

Voilà pour la justice du peuple, voyons pour la justice des rois.

Il y a aussi un 21 janvier pour elle : c'est celui de

l'an 1536, sous le règne du roi que les historiens mentionnent le restaurateur ou le père des lettres, sous François Ier.

Les idées de réforme religieuse proclamées par Luther se faisaient alors jour en Europe, les esprits étaient divisés, la cour de France participait à cette division. La sœur de François Ier, Marguerite de Valois, et sa maîtresse, Anne de Plessieu, duchesse d'Etampes, appuyaient les novateurs ; Louise de Savoie les avait condamnés et avait exercé les plus atroces sévérités contre eux. François Ier, lui-même fut longtemps indécis ; mais ses pensées se tournaient encore vers l'Italie, dont le Pape pouvait lui faciliter la conquête, et ce motif, combiné avec sa haine pour tout espèce d'indépendance décida sa voie. Il unit sa cause à celle de Rome en mariant son second fils Henri à Catherine de Médicis, nièce du pape Clément VII. Il ne recueillit pas, toutefois, de cette union, les avantages qu'il en attendait ; ce pontif ne survécut que peu de temps à ces épousailles et fut remplacé par Alexandre Farnèse qui régna sous le nom de Paul III. François persévéra, néanmoins, dans la voie des sévérités qu'il s'était imposées, et se montra toujours le plus barbare persécuteur des protestants. Jean Morin, lieutenant criminel, s'empara d'un grand nombre d'entre eux pendant l'année 1535, et le roi, qui avait trouvé affiché à sa porte une violente diatribe contre la messe, se décida à épouser la ciel en tirant vengeance de ce crime.

Un matin, une procession sortit de l'église Saint-Germain, précédée de toutes les reliques conservées dans Paris. Après cela venait un grand nombre de cardinaux, d'évêques et d'abbés, derrière lesquels marchait J.-de Bellay, évêque de Paris, portant le Saint Sacrement et suivi par le roi tête nue et une torche à la main. Puis, venaient la reine, les princesses, deux cents gentilshommes ; le Parlement et tous les ministres et officiers de justice. Les ambassadeurs aussi étaient présents. Cette procession traversa tous les quartiers de Paris. Dans chacun des principaux carrefours, un autel avait été préparé pour recevoir le Saint Sacrement ; et, à côté un échafaud et un bûcher. Là, périrent dans les flammes six malheureuses victimes, au milieu des huées et des malédictions de la populace. Le roi avait ordonné qu'on lit ces malheureux à une machine élevée, nommée *estrépede*, qui, approchant et éloignant tour à tour la victime du foyer, prolongait ses tortures. — A chaque station, le roi donnait sa torche au cardinal de Lorraine, joignait les mains et se prosternait humblement, implorait la miséricorde divine sur son peuple ; — il demeurait dans cette attitude jusqu'à ce que la victime ait rendu le dernier soupir.

Cette horrible cérémonie se termina par une grande messe et un banquet dans lequel le roi déclara que, si ses propres enfants devenaient hérétiques, il les immolerait.

Cette affreuse procession, ordonnée par François, en haine de l'esprit d'indépendance, eut lieu le 21 janvier 1536 et fut suivie d'un édit qui proscrivait les réformateurs et confisquait leurs biens au profit des dénonciateurs. Enfin, une défense d'imprimer aucun livre, quel qu'il fût, sous peine de mort, termina la série des vengeances de cette journée.

Ajoutons que ce zèle ardent pour la foi catholique n'empêcha pas François I d'entretenir des relations actives avec les Luthériens de l'Allemagne et les ministres protestants qui faisaient partie de la ligue de Smalcale, ce qui prouve bien la sincérité de la foi royale.

Quand donc les peuples auront-ils leur cérémonie expiatoire du 21 janvier 1536 ?

Combien faudra-t-il encore de temps à la libre pensée pour n'avoir plus à redouter des persécutions qui ne diffèrent des horreurs que nous venons de raconter que par l'adoucissement apporté dans les mœurs par plus de trois siècles d'incessants efforts ? Car si, en matières religieuses, nous n'avons plus à craindre des promulgateurs du Syllabus et de la Constitution épiscopale que les innocentes foudres d'une excommunication devenue trop universelle pour être effective, nous avons encore à redouter, du pouvoir temporel, les amendes, la prison, l'exil et les vexations de toutes sortes pour la liberté de la presse et de la parole, en politique, en religion et en science sociale, ce qui est encore souvent la peine de mort édictée par François I.

Ne nous lassons donc pas, nous qui pouvons, devons et voulons être l'Avant-Garde actuelle du Monde libre ; et que les difficultés à vaincre soient pour nous de puissants mobiles d'études, d'efforts et d'union.

Sur la question de la révolution, un membre prend la parole et dit :

Ce qui s'oppose le plus au progrès de l'Europe, c'est sa division en grandes nations ennemies. De là les armées permanentes, ces machines de guerre et de despotisme, plus dangereuses mille fois contre les nations que contre l'étranger. De là le chauvinisme, cet orgueil national étroit et exclusif, qui ne voit dans l'étranger qu'un inférieur, un ennemi, au lieu d'y voir un égal, un frère. Certes, ce n'est pas là le patriotisme, cet amour pur, éclairé, généreux, qui s'efforce de rendre la patrie digne de l'amour, du respect et de l'admiration de tous les hommes. C'est en surexcitant le chauvinisme que les despotes donnent le change aux peuples, et détournent leurs pensées des idées de liberté. Un peuple qui a promené ses armées dans toutes les capitales, peut-il encore désirer quelque chose ? Qu'importe quelques libertés, quand on a tant de gloire !

Peuples, quand cesserez-vous d'admirer les conquérants, ces bouchers des nations ? Troupeaux que l'on mène à la boucherie, quand comprendrez-vous que vous n'êtes que des instruments entre les mains des ambitieux et des tyrans ? Sans doute, il vous faut encore faire la guerre, mais c'est contre vos maîtres. Les héros de l'antique Grèce consacraient leur vie à combattre les brigands et les bêtes féroces. Lèvez-vous donc, non plus pour vous entre-tuer, mais pour combattre les brigands qui vous oppriment, les bêtes féroces qui vous mènent à l'abattoir. Vos ennemis ne sont ni Français, ni Anglais, ni Allemands, ce sont vos maîtres.

Impressamment, la guerre devient de plus en plus terrible et odieuse. Il faut dépenser des milliards, il faut armer toute la population valide, il faut lancer tout un peuple contre un autre, et laisser sur le terrain quelques cent mille cadavres. A ce jeu, l'Europe sera bientôt épuisée, ruinée. Alors les peuples comprendront que leur salut git dans l'union des nations en une grande fédération républicaine ; alors les hommes cesseront d'employer leur activité à perfectionner les engins de destruction pour ne s'occuper que des moyens de production et de bien-être.

Peuples d'Europe, ralliez-vous, unissez-vous, soyez frères, lèvez en cœur contre les tyrans l'étendard de la révolte, et par une dernière lutte, vous serez débarrassés à tout jamais du double fléau qui vous afflige depuis tant de siècles : le despotisme et la guerre.

Mais suffit-il de chasser les despotes ? Transportons-nous à Paris, supposons que, par un élan d'indignation et d'héroïsme, le peuple français se de nouveau renversé le despotisme, brisé la vitre de la réaction, et proclamé la République démocratique et sociale. La lutte est-elle finie ? Est-on certain que l'aristocratie vaincue ne relèvera plus la tête ? Est-on certain que le despotisme terrassé ne recommencera pas à courber la France sous son talon ? Que va faire le peuple pour assurer définitivement le triomphe de la liberté ?

Il commencera sans doute par abolir l'impôt du sang, par licencier l'armée permanente, cette nation dans la nation, cette organisation de la force contre le droit, qui n'a jamais servi que les intérêts du despotisme.

Il commencera sans doute par proclamer la liberté de conscience, en supprimant le budget du clergé, et tous les privilèges de l'obscurantisme.

Il forcera sans doute ses nouveaux gouvernants à établir la liberté pleine et entière de parole, de presse, de réunion, d'association.

Il fera sans doute décréter l'instruction publique accessible à tous et gratuite pour tous.

Il écrasera sans doute sous son mépris cette magistrature qui n'a jamais été que l'humble servante du pouvoir.

Il déclarera sans doute la révolution en permanence jusqu'à l'établissement définitif de la République démocratique et sociale.

Mais s'arrêtera-t-il là ?

Si les capitaux se cachent, et ils se cachent ; si les ateliers se ferment, et ils se ferment ; si le peuple chôme, et il chôme, ne faudra-t-il pas suppléer au numéraire qui se cache par un nouvel agent circulaire ? ne faudra-t-il pas trouver de nouveaux débouchés au travail en chômage ? ne faudra-t-il pas aborder franchement la réforme sociale ?

Voilà, citoyens, la vraie, la grande révolution que doit accomplir le XIXe siècle. Et celle-là, elle ne peut pas plus se faire par des décrets que par des coups de fusil. Le gouvernement issu de la révolution, quel qu'il soit, pourra bien l'aider, la secourir,

il ne pourra la faire. L'organisation des travailleurs peut seule l'accomplir.

Travailleurs, c'est donc à nous de nous organiser en attendant la lutte suprême ; c'est à nous de nous préparer à produire sans patrons, à échanger sans capitalistes, sans commerçants, à nous passer de tous les intermédiaires qui vivent de nos sueurs. Tous les décrets seront impuissants, si nous ne savons agir et nous organiser. Préparons-nous !

2me SECTION,

DE LA RÉVOLUTION SOCIALE.

Révolution, ce mot effraye bien des gens, et pourtant la classe travailleuse n'a rien à redouter d'une révolution.

Beaucoup n'entrevoient dans la révolution que le côté négatif, la lutte ; mais son côté affirmatif, l'organisation de la Société sur des bases plus justes, avec des institutions répondant mieux aux besoins du peuple, reste inaperçu.

Sans doute, il est pénible d'être forcé de s'insurger pour conquérir ses droits, mais les peuples d'Europe n'ont pas d'autre moyen de les obtenir.

Cette nécessité n'existe pas aux Etats-Unis ; le peuple n'y a ni insurrection, ni luttes sanglantes à envisager ou à craindre ; une révolution, pour lui, ne peut être qu'une réorganisation pacifique.

Que les travailleurs de New-York, ou même des Etats-Unis, veuillent s'affranchir de la dépendance et de la misère, rien ne les empêche de le faire.

Dans ce but, ils devraient solidariser d'abord leurs sociétés existantes, et contribuer par tous les moyens possibles à la formation d'un premier capital destiné à se procurer les instruments de travail, les matières premières, et les choses les plus utiles à la vie.

Ce capital, formé par tous, et destiné pour le bien être de tous, ne pourra appartenir à quelques-uns en particulier, il sera de fait social.

Les différents groupes nommeraient leurs administrateurs spéciaux qui seraient souvent renouvelés et responsables vis-à-vis de tous. Ils représenteraient chaque branche de travail, et non des opinions politiques ou de partis. Cette administration établirait le Droit, et l'Avoir de la Société, ferait les virements de comptes, etc., etc ; et serait relativement à la répartition de la richesse sociale, ce qu'est l'administration de la poste pour les lettres.

Elle créditerait chaque groupe industriel des instruments et des matériaux de travail, lesquels ne seraient plus des propriétés individuelles : Chaque groupe en serait responsable vis-à-vis de la Société.

Après s'être débarrassés du patron, ils ne voudraient certes pas se laisser exploiter par quelques-uns d'entre eux ; aussi, l'accès à tout travail serait ouvert à tous, mais chacun serait responsable.

Quand les travailleurs auraient effectué l'organisation de la production, ils sentiraient la nécessité d'ouvrir des magasins pour mettre à la portée de tous les produits fabriqués, et ne voulant pas plus de la spéculation mercantile que de celle des patrons, ils vendraient leurs produits à prix coûtant.

Ils sentiraient aussi le besoin de se passer du capitaliste, qui peut en fermant ou en ouvrant son coffre-fort faire à son gré le chômage ou le travail. Ils aviseraient donc à remplacer l'argent par des bons d'échange délivrés sur travail effectué, et remboursables seulement en produits des magasins de la société. Alors la monnaie serait la représentation directe de la production, au lieu d'être comme aujourd'hui une marchandise aristocratique.

Ils comprendraient aussi que les produits se dévalorisent, se gâtent, ou passent de mode s'ils ne sont vendus à temps ; et que la monnaie doit non-seulement représenter la production, mais encore se déprécier comme elle. Et alors, la monnaie, au lieu de rapporter intérêt, subirait une légère dépréciation annuelle et ne pourrait par conséquent servir qu'aux besoins de la consommation.

Cette monnaie n'étant remboursable qu'en produits de la société, on s'assurerait par ce moyen un débouché certain, puisque tous ceux qui auraient travaillé pour la société devraient consommer chez elle. Cette dépréciation, en s'harmonisant avec les lois de la production, amènerait le double résultat d'empêcher la société de faire banqueroute, et les individus de devenir capitalistes et propriétaires.

Néanmoins, les individus voulant accumuler leurs bons de travail, pour satisfaire à leurs besoins ultérieurs, seraient libres de le faire. La société devrait même recevoir ces bons dans des caisses, non plus d'épargne, mais de consignation, moyennant un

certain pourcentage que les dépositaires lui paieraient pour les frais de ces établissements, mais ces bons n'en subiraient pas moins la loi de dépréciation, de même que si les individus les avaient conservés en bourse.

Que les travailleurs fassent les premiers pas dans cette voie, et tout ce que nous venons d'indiquer découlerait comme conséquence naturelle de leurs premiers efforts. La vente à prix coûtant les rendrait bientôt maîtres du marché, et les bons d'échange hypothéqués sur la production détruiraient le monopole de l'or, et concentreraient bientôt la richesse dans les mains des travailleurs. Car alors la richesse sociale ne serait plus centralisée comme aujourd'hui entre les mains de quelques-uns, mais répartie entre tous selon que chacun y aurait contribué ; pour consommer il faudrait travailler.

L'Union Républicaine de langue française, section de Saint-Louis, a adopté les résolutions suivantes, dans sa séance mensuelle de janvier 1870 :

Attendu que l'Union Républicaine de langue française de Saint-Louis a appris avec une douleur profonde la mort de l'homme intègre, de l'administration infatigable, du grand patriote dont le génie et le dévouement inaltérable ont puissamment contribué à l'abolition de l'esclavage, au maintien de l'Union, à l'agrandissement de la République des Etats-Unis, et ont rendu un service immense à la cause du progrès en général ;

Résolu, que l'Union Républicaine, appréciant sentimentalement les actes et les résolutions, par lesquels le Président, le Sénat et la Chambre des représentants, ont récompensé les services et honoré la mémoire de ce grand citoyen ;

Résolu qu'une copie des présentes résolutions sera envoyée à la veuve du citoyen E. M. Stanton ; puisse ce témoignage de sympathie adoucir le coup qui vient de la frapper si cruellement.

Résolu que des copies des présentes résolutions seront envoyées au *Missouri Democrat*, au *Saint-Louis Tribune* et au *Westliche Post de Saint-Louis* ; au *Bulletin de l'Union Républicaine de langue française* et au *Messenger Franco-Américain de New-York* ; au *Réveil*, au *Rappel* et à la *Marseillaise de Paris*.

Au nom de l'Union Républicaine de Saint-Louis. Le comité : G. Bader, J. Loiseau, B. Mercadier, P. Reynard.

SECTION DE ST. LOUIS, ASSEMBLÉE DU 17 JANVIER 1870.

Les Français de St-Louis, réunis en assemblée extraordinaire, à *Washington Hall*, pour délibérer sur l'assassinat et la tentative d'assassinat commis par PIERRE BONAPARTE sur les citoyens Victor Noir et Ulric Fonvielle, ont adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

Attendu que M. PIERRE BONAPARTE a commis ce double assassinat, avec les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens ;

Attendu que la balle qui a frappé Victor Noir était évidemment destinée à cet héroïque revendicateur des droits du peuple, HENRI ROCHERFORT ;

Résolu, que nous protestons contre ce crime infâme ; que nous espérons que le criminel sera puni conformément à la loi commune et que nous faisons des vœux pour que cette famille de *parjures* et d'*assassins* qui déshonore le nom français, disparaisse au plutôt de la scène politique du monde.

Le comité de rédaction : C. JEFFIER, E. BOILEAU, J. LOISEAU.

A New-York,

La 1e section se réunira le premier et le troisième mercredi de chaque mois.

La 2e section, le second et le quatrième mercredi de chaque mois.

La réunion générale, le second dimanche de chaque mois.

Le comité chargé de la publication du bulletin se renouvellera à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois.

A St-Louis, Mo.,

La section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois, à 3 heures du soir, à la salle des *Druides*, coin sud-ouest de Park Avenue et de la 7e rue.